

arrêter le flot révolutionnaire qui partout envahit leur territoire et leur dénomination ne se fussent jamais séparées du représentant de celui qui est à la fois la lumière, l'ordre et le salut du monde; ou bien encore, au moment même où éclate tant de menaces, si ces puissances savaient se rapprocher de ce représentant divin, le flot révolutionnaire n'eût jamais été à redouter, et aujourd'hui même il rentrerait dans son lit, combattu par toutes les forces saintes des principes et de l'autorité.

Que voyons-nous au contraire, dans les événements du jour de la part des puissances de ce monde? une chose d'abord bien triste, c'est de vouloir se passer de l'Eglise pour ramener l'ordre dans la société et dans les Etats. Malgré tant de mécomptes et de sang répandu, malgré les ruines morales et matérielles qui jonchent le sol et l'âme des peuples, on croit encore à l'efficacité des alliances, des protocoles, des traités, des congrès, des entrevues impériales et royales, des guerres héroïques, comme à tous les essais de tyrannie, à tous les stratagèmes de l'habileté diplomatique, ainsi qu'au prestige de l'éloquence ministérielle ou parlementaire. Pourtant, il serait temps de croire que le vrai remède n'est pas là, puisque le flot monte toujours et qu'il atteint les plus hautes têtes. Témoin cette Russie oppressive et si puissante que jusqu'à ce jour elle avait la main sur le monstre révolutionnaire, le tenant enchaîné à ses pieds. A la vérité, elle n'en a jamais compris ni la force ni la mauvaise nature; pas plus que ne l'ont compris les autres puissances européennes, mêmes les puissances catholiques. Tant que le monstre a paru n'en pas vouloir aux dynasties et à leur régime personnel, bon ou mauvais, l'on ne s'est point occupé s'il faisait du mal à d'autres intérêts; s'il pervertissait, par exemple, tous les principes de l'ordre social. Le roi ou l'empereur régnait, c'était suffisant. L'homme était sur le trône et les principes dans la boue. Aujourd'hui, nous sommes sur la voie de voir régner le contraire. Les principes montent, quoiqu'on dise et qu'on fasse. Ils sont sur le trône dans Pie IX, tandis que les monarches du jour signent leur déchéance du trône, de l'honneur et de la conscience en reconnaissant dans le prétendu royaume d'Italie la plus fragrante comme la plus humiliante violation de tous les principes. On s'excuse à la vérité, on fait des réserves, on stipule des *infinités*, on imagine même un *droit nouveau*, bref, on fait tout pour surprendre les instincts de la conscience, de l'honneur et de la dignité personnelle. En effet, le vol ici est de sa nature et dans ses circonstances si odieux! Il en coûte d'en affirmer crânement le droit. On aime mieux forger ce faux droit sur l'enclume des prétendues nécessités du temps et des faits accomplis.

Dans tout ce renversement des principes, ce qui réclame le plus de regrets, après le sort fait à l'Eglise et à toute l'Italie, c'est le rôle que la politique napoléonienne y a pris. Pour tout observateur de bonne foi, il demeure évident aujourd'hui que depuis le commencement du bouleversement italien jusqu'à ce jour, ni Victor-Emmanuel, ni Garibaldi, ni la Révo-

lution, ni les puissances schismatiques ou protestantes n'eussent amené l'état de choses actuel si l'appui diplomatique et militaire de la France napoléonienne n'y fut fatalement intervenu sous prétexte de chasser l'Autriche et de comprimer la Révolution. L'Autriche ou la France ayant pied en Italie, quelle différence de droit y a-t-il? Et quant à la Révolution, on voit assez aujourd'hui comment elle a été comprimée.—Il y avait le moyen adopté par l'Eglise de tout temps, et mis en œuvre et en lumière encore une fois par Pie IX et l'épiscopat catholique pour avoir raison de la Révolution; c'était de condamner et de combattre la Révolution, chacun selon ses attributions, l'Eglise par ses principes éternels et sacrés, les Etats par aucune connivence d'abord, puis, au besoin, par une surveillance et une répression active, ferme et puissante; ayant pour guide la lumière de ces principes éternels et sacrés. C'est ainsi que la société européenne eût été guérie, puis conservée et mise en état d'aller loin et vite dans les routes glorieuses du vrai progrès.

C'est donc une nouvelle tâche pour la politique du jour, en France, que la reconnaissance du royaume d'Italie par la Russie lui soit authentiquement attribuée. Déjà cette politique s'accommodait fort bien de la reconnaissance faite par toutes les grandes puissances protestantes; il ne restait plus qu'un ennemi formidable de Rome, l'orthodoxie de la Sainte Russie, et voilà que la *Fille aînée de l'Eglise*, la France très-chrétienne, amène ce nouvel ennemi parmi les amis des oppresseurs de sa mère. L'histoire aura peine à dire cela. Cependant, si l'histoire ne fait pas divorce, elle aussi, avec la vérité et la justice, il faudra bien qu'elle dise que la première puissance catholique de l'Europe, sous son chef actuel, a servi fatalement les intérêts et les passions de tous les ennemis de l'Eglise et de l'ordre social chrétien. Que la France soit un peu musclée aujourd'hui par son régime napoléonien, nul n'en doute. Voilà pourquoi il faut toujours distinguer entre la responsabilité du chef et l'assentiment réel ou non de la nation entière. Trop de faits héroïques, trop de documents illustres sont là en faveur de la bonne cause pour laisser croire un instant que la France partage les errements ou la peur des politiques qui la gouvernent.

On espère par toutes ces reconnaissances diplomatiques, disent ces politiques, en imposant tellement à la Révolution, en érigeant ainsi en une grande nation toutes les races italiennes, qu'elle perdra tout-à-fait contenance et rentrera dans son lit obscur et fangeux.

*Il est trop tard!*... La Révolution connaît également et vos vues actuelles pour la comprimer et vos avances d'autrefois pour la faire régner. Elle ne vous craint plus et elle ne vous a jamais aimés. A son tour, elle vous prend dans ses filets, ou plutôt dans ses serres, d'où vous n'échapperez qu'en rendant hommage aux principes proclamés par Pie IX, le seul sauveur possible aujourd'hui de la société chrétienne. Les papes à la vérité ont fait cette société; aux papes il incombe tout naturellement de la rétablir. Il n'y a qu'à les laisser faire.